



### Edito

Ce numéro est tout particulièrement dédié aux ukrainiens et ukrainiennes. Vous trouverez ici des témoignages sur ce que vivent au quotidien des femmes et des hommes dont la vie a basculé il y a 4 ans. C'étaient des gens ordinaires qui ne demandaient qu'à vivre en paix et à élever leurs enfants en leur apportant le meilleur au sein d'un espace de liberté. Ils vous racontent leurs angoisses, leurs souffrances, leur fatigue mais aussi leur capacité à lutter, s'adapter, faire face et s'entraider pour continuer à vivre tout simplement. Ne les oublions pas. Gardons également en mémoire que le confort de plus de 80 ans de paix dans lequel nous sommes installés ne nous protège pas de vivre un jour ce qu'ils subissent aujourd'hui. La leçon de l'Histoire, c'est que rien n'est jamais définitivement acquis et que la préservation de nos valeurs et nos modes de vie est un combat de chaque jour qu'on ne gagne pas seul.

La désinformation actuelle dirigée contre notre démocratie en est une illustration. Colette Modion vous présente le partenariat conclu entre l'UE et l'ONG EU Disinfo Lab pour lutter contre cette menace croissante.

Dans le contexte mondial actuel de fortes rivalités, la lutte pour préserver sa place consiste aussi à conclure des partenariats. C'est ce que vient de faire l'Union européenne grâce à l'accord conclu avec l'Inde que vous détaille Pierre Mandon : une zone de libre échange de 2 milliards de personnes mais aussi un partenariat en matière de sécurité et de défense.

Autre alliance stratégique, celle portant sur les réacteurs nucléaires de faible puissance, qui organise les interactions au niveau européen entre industriels, institutions et territoires. Michel Lefrançois et Magali Davezac nous en expliquent les enjeux et atouts pour l'entreprise ligérienne Technetics Group engagée dans la démarche. Découvrez aussi en fin de ce numéro le concours photos sur le fleuve Loire du Conseil départemental dans le cadre du programme européen Life et une liste d'articles à lire sur l'Ukraine.

Marthe-Claire  
PORTAN



|                                     |     |
|-------------------------------------|-----|
| L'édito                             | 1   |
| Témoignages<br>d'Ukraine ....       | 1-3 |
| L'UE et l'Inde ....                 | 3-4 |
| L'UE et la<br>désinformation        | 4-5 |
| Les alliances<br>industrielles .... | 6-7 |
| L'Europe près de<br>chez vous       | 8   |
| Idées lecture                       | 8   |

### Des témoignages d'Ukrainiens et d'Ukrainiennes

Quatre ans après le début du conflit en Ukraine, alors que les espoirs de cessez le feu et de paix s'éloignent, la population vit toujours dans l'angoisse, au rythme des alertes, de nuit comme de jour. A peine sortie d'une longue période de grands froids et de neige, elle redoute que les attaques russes contre les infrastructures énergétiques et de transport ne se renforcent et l'isolent totalement.

Les associations ligériennes qui ont permis l'accueil de familles, en 2022, restent en contact avec celles qui ont fait le choix de repartir pour participer à l'effort de guerre ou simplement pour retrouver les leurs, et poursuivent l'accompagnement de celles qui sont restées sur notre territoire.

Grâce à deux d'entre elles, Du Forez à l'Ukraine et Amitié Loire Ukraine, nous avons pu recueillir des témoignages. Nous les livrons tels qu'ils se sont exprimés.

**Vova (Vladimir)**, père, époux et beau-frère d'une famille accueillie à Montbrison pendant plus de six mois : « Il y a de gros problèmes d'alimentation électrique, et donc de chauffage, surtout à Kiev. Les informations disent vrai. Des drones et des missiles

#### Appel aux dons : soutenons le peuple ukrainien !

Le Mouvement Européen lance un appel aux dons afin de soutenir le peuple ukrainien, durement touché par la guerre et les coupures d'électricité répétées.

Grâce à cette mobilisation, des **générateurs électriques** pourront être achetés et distribués, afin de garantir l'accès à l'électricité dans les hôpitaux, les écoles, les centres d'accueil et les foyers.

Chaque don contribuera concrètement à préserver des conditions de vie dignes et à soutenir la solidarité européenne envers l'Ukraine.

[Faire un don](#)

## Des témoignages d'Ukrainiens et d'Ukrainiennes (suite)

s'abattent constamment sur les maisons. L'électricité est disponible entre une et quatre heures par jour. Plus de 600 000 habitants ont quitté la capitale. Depuis janvier, notre ville, Korosten (ouest du pays), est régulièrement bombardée. Aucun train n'y circule, la voie ferrée ayant été touchée par un drone. Cet été le bâtiment où je travaille a été abîmé par des missiles, heureusement de nuit ; personne n'a été blessé ou tué. Pour nous chauffer, j'ai installé moi-même un onduteur et une batterie. Nous attendons le retour de la chaleur, et surtout la paix ! »

**Irina**, enseignante, venue à Précieux pendant trois mois, et repartie en laissant sa fille, étudiante à l'Université de Saint-Etienne : « Que dire de nos conditions actuelles...tout est très difficile car l'épuisement nous gagne. Pendant les alertes, les enfants se réfugient dans les abris, mais comme les bombardements ont presque toujours lieu la nuit, c'est terrifiant. J'ai oublié ce que signifie s'endormir sans la peur au ventre, sans craindre que des drones Shaded ou des missiles ne tombent du ciel avant l'aube. Dans notre lycée nous accueillons beaucoup d'enfants venus de villes où la vie n'existe plus. Ma meilleure amie, Léna, a perdu sa nièce dans une attaque à Kiev, c'était l'horreur ! Pourtant malgré toute l'horreur de cette guerre, nous continuons de travailler et nous essayons de vivre pleinement. Je prépare actuellement une fête pour les élèves du lycée « un vernissage ukrainien » où nous allons chanter et mettre en scène des chansons traditionnelles et modernes. Nous devons survivre . Nous espérons de tout coeur que la paix reviendra bientôt. »

**Lilia**, enseignante, venue plusieurs mois à Savigneux avec sa belle-fille et son petit fils, puis repartie pour retrouver son fils et reprendre le travail. Julia et Artur sont restés près de dix huit mois : « C'est difficile de vivre sous un stress constant, d'enterrer des êtres chers et des amis. Nous subissons sans cesse des raids aériens, des tirs de missiles. L'électricité est souvent coupée. La vie en ville est très dure, aussi beaucoup de gens la quittent, s'ils le peuvent, et vont habiter en banlieue. Mais il faut vivre, je continue de travailler au lycée. Les enfants ukrainiens sont super ! L'année 2025 a été une année de résilience et d'adaptation pour l'Ukraine. La guerre menée par la Russie s'est poursuivie et a entraîné des pertes territoriales, la destruction d'installations énergétiques et d'autres infrastructures essentielles, notamment des voies ferrées et des ports maritimes. En 2026, l'économie ukrainienne fait preuve de résilience en s'adaptant aux conditions de guerre, mais reste sous pression en raison des risques sécuritaires, des destructions, et des pénuries de personnel. Le milieu de la santé a subi de nombreux dégâts : plus de 2 500 établissements ont été endommagés ou détruits. Cependant le système reste opérationnel et en cours de reconstruction. Parallèlement nous constatons un manque cruel de personnel médical et une recrudescence des attaques contre les hôpitaux et autres, par ailleurs saturés de soldats et de civils blessés. Les soldats manquent de médicaments au front. C'est pourquoi, au lycée, nous organisons régulièrement des

collectes de médicaments, de nourriture, de vêtements pour nos militaires. »

**Sofia**, ukrainienne vivant à Saint-Etienne depuis plusieurs années et qui, avec d'autres femmes ukrainiennes, a créé l'association Amitié Loire Ukraine : « Cette guerre subit beaucoup de désinformation, ce qui impacte la motivation des ukrainien-ne-s réfugié-e-s dans d'autres pays. Depuis l'intensification des attaques russes, des arrivées se produisent plus fréquemment, - de Zaporijia, Kharkiv, Soumy - mais les conditions d'accueil deviennent plus restrictives. Nous ignorons aussi ce qui se produira après mars 2027, date à laquelle s'arrêtera le dispositif de protection temporaire initié par l'UE en 2022. Le statut, proposé à partir de l'année prochaine, s'avère bloquant pour le retour en Ukraine, alors que certaines femmes ne se sont pas adaptées...Nous constatons une forte différence entre les personnes hébergées et accompagnées par des familles d'accueil et celles venues seules, sans interlocuteur sur place, et logées dans des foyers. Les premières ont plus facilement trouvé un emploi. Nous constatons également une différence entre les familles installées en ville et celles qui ont été accueillies dans de petites communes où davantage de solidarité s'est manifestée.

Concernant la situation en Ukraine, je voudrais évoquer celle des enfants déportés, volés, et proposés à l'adoption en Russie. Cela représente plus de 20 000 d'entre eux (chiffre de décembre 2024). Nous luttons pour en ramener le plus possible dans leur région d'origine, mais à leur retour il faut gérer les traumatismes et leur quotidien, les parents de certains étant décédés dans l'intervalle. Nous sommes, à raison d'un représentant par pays, rassemblés en un Congrès international des ukrainiens, association humanitaire partenaire d'Amnesty international, de Caritas, et même du Vatican. Volodymyr Kogutyak, installé en France depuis l'âge de onze ans, pro-européen et pro-ukrainien, membre de l'Union des Ukrainiens de France, y a été désigné comme vice président pour l'Europe occidentale, pour la défense des droits de l'homme, et donc des enfants. Cet organisme international a notamment permis l'ouverture, à Kiev, d'un centre d'accueil pour ces enfants devenus orphelins.

Dans le pays, l'économie commence à beaucoup souffrir de l'intensification des attaques russes : des entreprises ferment faute d'alimentation électrique, et les prix augmentent à nouveau.

En santé, nous voyons se manifester des besoins en nouveaux métiers, entre autres des psychologues pour les soldats blessés, les femmes et les enfants, une génération qui grandit sous les bombes !

Mais nous nous raccrochons à des points positifs pour garder notre espoir : en 2022, 22 % du territoire ukrainien étaient occupés par les russes, à ce jour ce sont 19 %. Nous gagnons peu à peu du terrain. Et le soutien des Européens dont les Français, et pour nous, les Ligériens, nous donne le courage de continuer. Nous en sommes tellement reconnaissants que nous avons donné à un couloir de

## Des témoignages d'Ukrainiens et d'Ukrainiennes (suite et fin)

l'hôpital de Kiev, aidé par l'entreprise ligérienne Dessintey, le nom de Saint-Etienne ! »

Les associations Du Forez à l'Ukraine et Amitié Loire Ukraine, font régulièrement des envois de matériel médical, médicaments, vêtements chauds, via un transporteur ukrainien qui transite entre les deux pays plusieurs fois par mois. En 2024, en partenariat avec La Maison de l'Europe et des jumelages coeur de Loire, à l'initiative des Jeunes Européens Saint-Etienne et le soutien du Fonds de dotation de la Rose des vents, un semi-remorque a été affrété. Il a alors permis l'acheminement de matériel plus volumineux, et de « doudous » collectés dans

les écoles, centres de loisirs de la plaine du Forez pour les enfants ukrainiens vivant en foyers ou hospitalisés.

Des conflits explosent un peu partout sur la planète. Le devoir de solidarité est plus que jamais de mise, aucun ne devant faire oublier ceux qui se poursuivent depuis des années, dont l'Ukraine.

Colette  
MODION



## L'Union européenne et l'Inde concluent un accord commercial historique

Après vingt ans de négociations, Bruxelles et New Delhi ont finalisé un accord de libre-échange (ALE) d'une ampleur inédite à l'occasion du 16ème Sommet UE-Inde.

### Un accord présenté comme un tournant géopolitique

« L'Europe et l'Inde ont fait l'histoire aujourd'hui » : c'est en ces termes que le Premier ministre indien, Narendra Modi, a salué la conclusion du traité de libre-échange signé le 27 janvier à New Delhi.

Quant à Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, elle a évoqué « l'accord de tous les accords », créant une zone de libre-échange de 2 milliards de personnes, soit près d'un quart du PIB mondial.

Ce traité marque une étape forte dans la stratégie commerciale de l'UE, dans un contexte de rivalités croissantes avec la Chine et les États-Unis.

L'UE et l'Inde ont entamé les négociations en vue d'un accord de libre-échange en 2007.  
Les pourparlers ont été suspendus en 2013, puis relancés en 2022.  
Les négociations ont abouti en janvier 2026.

### Les relations économiques actuelles : un partenaire commercial majeur

Avant même la signature du traité, l'Union européenne constituait le premier partenaire commercial de l'Inde, avec 120 milliards d'euros d'échanges de marchandises en 2024. L'Inde, de son côté, n'était que le neuvième partenaire de l'UE, mais un partenaire en forte croissance.

Les échanges de services ont également bondi, passant de 30,4 milliards d'euros en 2020 à 59,7 milliards en 2023.

L'accord prévoit la suppression ou la réduction des droits de douane sur plus de 90 % des exportations européennes.

### L'accord commercial UE-Inde en quelques chiffres



### Secteurs gagnants

| Secteur         | Droits actuels | Droits après accord           |
|-----------------|----------------|-------------------------------|
| Automobile      | 110%           | 10% (quota 250 000 véhicules) |
| Vins            | 150%           | 20%                           |
| Pâtes, chocolat | 50%            | 0%                            |

## L'Union européenne et l'Inde concluent un accord commercial historique (suite et fin)

La Commission européenne estime à 4 milliards d'euros par an les économies réalisées par les exportateurs européens.

Certains produits restent exclus comme la viande bovine, les produits laitiers, le sucre et le riz. L'UE maintiendra également ses protections sur le bœuf, le poulet, le miel ou encore l'éthanol.

### Un accord stratégique dans un monde fragmenté



La signature intervient dans un contexte de tensions commerciales globales. António Costa, président du Conseil européen, a déclaré : « À l'heure où l'ordre mondial est en pleine mutation, l'Union européenne et l'Inde se tiennent unies en tant que partenaires stratégiques et fiables. » L'accord vise notamment à réduire la dépendance européenne vis-à-vis de la Chine et à amortir les effets de la guerre commerciale menée par Washington.

En parallèle du volet commercial, l'Union européenne a conclu un partenariat en matière de sécurité et de défense en marge du sommet UE-Inde. Il a été indiqué à cette occasion que les questions de défense, et en particulier les dimensions industrielles et technologiques, devraient prendre une place croissante dans la relation bilatérale.

### Les étapes restantes avant l'entrée en vigueur

Les négociations ne sont toutefois pas totalement achevées. Plusieurs points de blocage subsistent, notamment l'impact du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE sur les importations indiennes d'acier, ainsi que les exigences européennes en matière de sécurité et de qualité dans les secteurs pharmaceutique et automobile. L'Inde a demandé à être exemptée de la taxe carbone européenne, une demande que Bruxelles a

jusqu'ici refusé d'envisager, révélant la difficulté de concilier ambitions climatiques européennes et préoccupations industrielles indiennes.

Avant de pouvoir entrer en vigueur, le texte devra encore être approuvé par le Conseil de l'Union européenne puis par le Parlement européen. L'ensemble de la procédure devrait s'étendre sur environ un an. Cette phase finale sera déterminante : elle mettra à l'épreuve la capacité des deux partenaires à dépasser leurs divergences et à transformer un accord ambitieux en un partenariat réellement stratégique.

Car si le traité ouvre des perspectives considérables, son succès dépendra de la capacité de l'UE et de l'Inde à surmonter des tensions qui demeurent, qu'il s'agisse des engagements climatiques, des normes industrielles ou de la réciprocité commerciale. Mais, dans le paysage actuel des accords commerciaux, celui-ci se distingue, pour l'heure, par un niveau de consensus nettement supérieur à celui conclu avec le MERCOSUR.



Le sommet entre l'UE et l'Inde constitue le principal cadre politique de dialogue au plus haut niveau entre les deux Etats.

Il a été institué en 2000, à l'occasion du premier sommet organisé à Lisbonne, alors que le Portugal assurait la présidence du Conseil de l'Union européenne.

Il marque la reconnaissance d'un partenariat stratégique fondé sur des intérêts convergents en matière de commerce, de sécurité, de transition énergétique et de gouvernance mondiale.



Pierre MANDON

## L'Union européenne et la désinformation

**On considère que la désinformation consiste en la diffusion délibérée d'une information fautive, par des acteurs malveillants, pour atteindre des objectifs économiques, politiques et sociétaux.**

Depuis 2015 et la menace russe, le COVID-19 en 2020, et l'invasion de l'Ukraine en 2022, l'Europe subit de nombreuses tentatives de désinformation. Pour lutter contre cette menace croissante contre les démocraties européennes\*, qui nuit à la société, érode la confiance

envers les institutions et les médias, met les élections en danger, constitue une entrave à la prise de décisions éclairées par les citoyens, met en péril leur intégrité, altère la liberté d'expression, l'UE s'est dotée d'un certain nombre de dispositifs.

Elle a notamment établi un partenariat avec EU Disinfo Lab, ONG indépendante installée à Bruxelles, qui lutte contre les campagnes de désinformation dirigées contre l'UE, par de la veille, de la recherche, le développement d'outils, le partage de connaissances, l'organisation d'événements.



## L'Union européenne et la désinformation (suite et fin)

EU Disinfo Lab promeut les liens entre communautés anti-désinformation pour partager connaissances et ressources. Elle soutient la nécessaire autonomisation des individus par l'accompagnement à l'amélioration de compétences et à l'esprit critique. Ces principes sont inscrits dans un cadre fixé en 2015 par le Livret contre la désinformation à l'ère numérique, puis traduits par le Code de conduite établi en 2021 à l'intérieur du plan d'actions de la Commission européenne – 16 signataires, 21 engagements -, et enfin par le Code renforcé, en 2022 - 34 signataires, 44 engagements -

- 83 % des européens pensent que la désinformation est une menace contre les démocraties
- 63 % disent tomber au moins une fois par semaine sur une fausse information
- 51 % pensent avoir été exposés à de la désinformation en ligne

### Chronologie des actions de l'UE contre la désinformation

1. **Mars 2015** : Lancement de la [Taskforce East StratCom](#) au sein du Service européen d'action extérieure
2. **Avril 2016** : **Cadre conjoint pour la lutte contre les menaces hybrides** : une [approche globale](#) visant à améliorer la réponse commune aux défis posés par les menaces hybrides pour les États membres, les citoyens et la sécurité collective de l'Europe.
3. **Mars 2018** : [Rapport du groupe d'experts indépendants de haut niveau sur les fausses informations et la désinformation en ligne](#), recommandant de s'attaquer aux problèmes pressants et de répondre à plus long terme pour accroître la résilience sociétale face à la désinformation
4. **Avril 2018** : [Communication sur la lutte contre la désinformation en ligne](#), notamment l'annonce du code de pratique sur la désinformation
5. **Septembre 2018** : [Communication pour garantir des élections européennes libres et équitables](#)
6. **Octobre 2018** : **Code de conduite sur la désinformation** : un [outil innovant d'autorégulation](#) pour garantir une plus grande transparence et responsabilité des plateformes en ligne, ainsi qu'un cadre pour surveiller et améliorer les politiques des plateformes en ligne concernant la désinformation.
7. **Décembre 2018** : **Plan d'action contre la désinformation** : [établit le cadre des actions de l'UE](#) en améliorant les capacités de détection et d'analyse, en sensibilisant, en renforçant la résilience sociétale, en augmentant les réponses coordonnées et en mobilisant les plateformes en ligne ainsi que le secteur publicitaire.
8. **Mars 2019** : Lancement du [Système d'alerte rapide](#) contre la désinformation.
9. **Juin 2020** :
  - >Communication : Lutte contre la désinformation liée au COVID-19 et lancement du programme de surveillance de la désinformation COVID-19: une

[mesure de transparence](#) visant à garantir la responsabilité envers le public des efforts déployés par les signataires du Code pour limiter la désinformation en ligne liée au COVID-19.

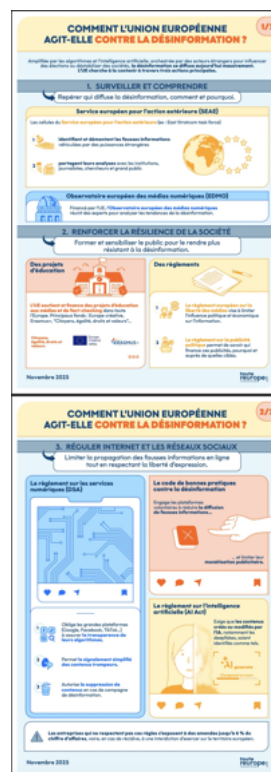
>**Lancement de l'Observatoire européen des médias numériques** : crée et soutient une [communauté multidisciplinaire](#), comprenant des vérificateurs de faits, des chercheurs universitaires et d'autres parties prenantes pertinentes contribuant à la lutte contre la désinformation.

>[Rapport sur les élections de 2019 au Parlement européen](#)

10. **Décembre 2020** : Proposition d'une loi sur les services numériques : [définit des responsabilités plus claires](#) et une responsabilité plus claire pour les plateformes en ligne, adaptées à leur rôle, leur taille et leur impact respectifs dans l'écosystème en ligne
11. **Mai 2021** : **Plan d'action pour la démocratie européenne** : comprend des [actions visant à améliorer la boîte à outils existante de l'UE](#) pour lutter contre les ingérences étrangères.
12. **Mai 2022** : **Code de conduite renforcé**

Découvrez l'infographie  
élaborée par :  
(cliquer sur l'image pour  
accéder au format pdf)

**toute l'europe**  
Comprendre l'Europe



Colette MODION

## Les alliances industrielles européennes et l'industrie ligérienne

Faut-il encore se convaincre, comme stipulé [sur le site de la Commission](#), que « l'industrie est l'épine dorsale de l'économie européenne »? Logique donc que « la compétitivité soit au cœur du programme de la Commission et, alors que nous sommes au bord d'une nouvelle révolution industrielle, que la Commission s'engage à soutenir la transformation numérique et écologique de l'industrie de l'UE. »

A cet effet, **au cœur de la stratégie industrielle de l'UE, apparaît un [ensemble d'alliances, au nombre de 13 actuellement](#)**, qui « rassemblent un large éventail de partenaires dans une industrie ou une chaîne de valeur donnée, y compris des acteurs publics et privés et la société civile »

L'une de ces alliances concerne « **les réacteurs nucléaires modulaires de faible puissance, ou SMR**, qui visent à délocaliser l'utilisation de l'énergie nucléaire en dehors des centrales nucléaires et à en faciliter et accélérer l'utilisation par l'industrie » (voir ce [rapport de l'Académie des Sciences d'octobre 2022](#)).

La suite de cet article présente le **point de vue d'une entreprise ligérienne** ([Technetics Group](#)), membre de cette alliance.

### L'Alliance européenne SMR : cadre et ambition

L'Alliance européenne sur les Small Modular Reactors (SMR) s'inscrit dans une dynamique à la fois **politique, industrielle et stratégique**, visant à structurer, à l'échelle européenne, une filière nucléaire innovante, compétitive et souveraine. Créée en février 2024 à l'initiative de la Commission européenne, elle constitue aujourd'hui **l'instrument central de coordination européenne sur les SMR**, en lien direct avec les grandes orientations énergétiques, industrielles et climatiques de l'Union (PINC, Net Zero Industry Act, Affordable Energy Action Plan).

Son objectif explicite est de **faciliter et d'accélérer le développement, la démonstration et le déploiement des premiers projets SMR en Europe au début des années 2030**, en accompagnant les projets les plus crédibles depuis les phases amont de conception jusqu'aux étapes de démonstration, de licensing et d'industrialisation. L'Alliance est désormais passée d'une phase de structuration à une **phase opérationnelle**, se positionnant comme un **véritable "accélérateur industriel" des projets SMR européens**.

En réunissant un écosystème très large – grands groupes industriels, PME et ETI, centres de recherche, institutions européennes et nationales, autorités publiques, territoires industriels, acteurs financiers et parties prenantes de la société civile – l'Alliance se positionne comme un **outil de convergence, de lisibilité et de structuration de la chaîne de valeur SMR européenne**.

À ce stade, l'Alliance fédère plus de **370 membres issus de près de 30 pays**, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur nucléaire. Elle recouvre **5 grandes familles technologiques pour plus de 20 designs de réacteurs identifiés**, ce qui illustre à la fois :

- la **richesse technologique européenne**,
- mais aussi la **dispersion actuelle de l'écosystème**, incompatible à terme avec une industrialisation efficace.

Un message implicite mais clair ressort des travaux de l'Alliance : toutes les technologies et tous les designs ne pourront pas être menés simultanément à maturité industrielle. Les prochaines années seront donc marquées par des **choix, des priorisations et des effets de concentration**, tant du point de vue des donneurs d'ordre que des autorités publiques et des mécanismes de financement.



### Intérêt stratégique pour une entreprise ligérienne

Du point de vue d'une entreprise ligérienne, l'intérêt stratégique de l'Alliance réside avant tout dans sa capacité à **donner une direction lisible à un écosystème encore en construction**, et à réduire l'incertitude stratégique associée à l'émergence des SMR.

Les SMR ne constituent pas uniquement un enjeu technologique: ils engagent des **choix industriels, normatifs, réglementaires, financiers et territoriaux de long terme**, qui conditionneront durablement :

- l'accès aux marchés,
- la structuration des chaînes de valeur,
- et la sélection des fournisseurs critiques.

L'appartenance à l'Alliance permet ainsi :

- **d'anticiper les orientations technologiques réellement soutenues au niveau européen**, dans un contexte où toutes les options ne seront pas industrialisées,
- **de comprendre très en amont les attentes des donneurs d'ordre, des intégrateurs, des autorités de sûreté et des institutions européennes**, notamment sur les questions de standardisation, de sûreté, de supply chain et de compétences,
- **de positionner ses savoir-faire industriels dès la phase de conception**, là où se figent les choix structurants (design, matériaux, normes, interfaces), plutôt que de tenter une intégration tardive une fois les standards verrouillés.

## Les alliances industrielles européennes et l'industrie ligérienne (suite et fin)

Pour une entreprise ligérienne fortement ancrée dans l'ingénierie et les procédés industriels, l'Alliance constitue ainsi un **levier stratégique de projection**, permettant de transformer des compétences techniques existantes en opportunités de développement futures sur un marché à **fort potentiel mais fortement sélectif**.

Un autre apport majeur de l'Alliance réside dans la **mise en réseau à l'échelle européenne**, bien au-delà des logiques nationales ou régionales. Les travaux de l'Alliance organisent une interaction continue entre industriels de toutes tailles, acteurs de la R&D, autorités de sûreté, institutions européennes, territoires industriels engagés dans le nucléaire.

Pour une entreprise ligérienne, cela signifie concrètement la possibilité de :

- **changer d'échelle relationnelle**,
- **identifier des partenaires technologiques ou industriels complémentaires**,
- **accéder à des projets européens structurants** auxquels elle n'aurait pas accès seule, notamment via les Project Working Groups (PWG).

Cette mise en réseau est d'autant plus stratégique que les futurs projets SMR seront **multi-pays, multi-acteurs et fortement intégrés**, tant sur le plan industriel que réglementaire.

### Une Alliance orientée projets et industrialisation

L'Alliance vise explicitement à **accélérer le passage de la vision stratégique à l'industrialisation**, notamment par :

- l'adoption d'un **Plan d'Action Stratégique 2025-2029**, structuré autour de **10 actions prioritaires**,
- la mise en place de **8 groupes de travail techniques (TWG)** couvrant l'ensemble des enjeux clés (technologies, R&D, supply chain, compétences, sûreté, financement, acceptabilité),
- un **dialogue structuré et continu avec les autorités de sûreté**, afin d'anticiper les enjeux de licensing et de convergence réglementaire européenne.

### Positionnement et enjeux spécifiques pour Technetics Group

L'adhésion de Technetics Group positionne l'entreprise comme un **acteur reconnu de la chaîne de valeur nucléaire européenne**, et plus spécifiquement comme un **fournisseur critique de composants et sous-ensembles à haute technicité et à haute intégrité**.

La création de valeur dépendra toutefois de la capacité de Technetics à :

- rester **active et visible** au sein des groupes techniques,
- transformer les échanges institutionnels en **relations opérationnelles avec les OEM et designers**,

- aligner innovation et stratégie commerciale sur les **designs SMR effectivement sélectionnés**.

À défaut, le risque est de limiter la participation à l'Alliance à un **effet vitrine**, sans retour sur investissement tangible.

Pour Technetics, l'Alliance européenne SMR constitue avant tout :

- un **outil de positionnement stratégique de long terme**,
- un **accélérateur d'accès aux projets structurants**,
- un **levier d'influence technologique et de structuration de la supply chain**,

mais **en aucun cas** un générateur automatique de business ni un accès garanti aux financements européens.

Bien exploitée, elle peut néanmoins contribuer de manière déterminante à **positionner Technetics comme un fournisseur de référence des SMR européens**, à condition d'y investir une stratégie active, ciblée et cohérente.

### Pistes d'amélioration identifiées du point de vue des entreprises

Les travaux et retours d'expérience mettent en évidence plusieurs leviers pour renforcer l'efficacité de l'Alliance pour les industriels :

- des **passerelles plus opérationnelles entre vision stratégique et projets concrets**,
- une **meilleure lisibilité des dispositifs de financement** (IPCEI, EIB, futurs fonds européens),
- une **place renforcée des PME et ETI** dans les travaux techniques et les processus de décision.

L'enjeu est ainsi de faire de l'Alliance **non seulement un espace de vision et de coordination**, mais un **véritable accélérateur industriel européen**, au service de projets crédibles, finançables et industrialisables.

Magali DAVEZAC  
Directrice Technique et Innovation  
Technetics Group



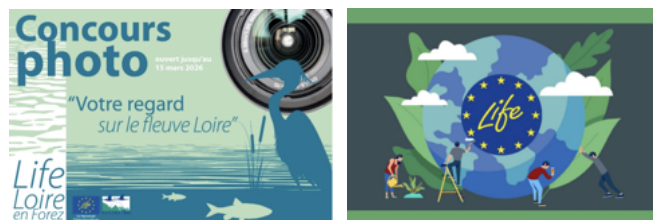
Michel LEFRANCOIS  
MEF-Loire



## L'Europe près de chez vous

### Programme LIFE Loire en Forez : J-10 pour envoyer sa photo du fleuve Loire

Rendre au fleuve Loire sa vitalité et endiguer la dynamique d'érosion constatée depuis des années, tel est l'objectif central de **LIFE Loire en Forez** : un programme de restauration hydromorphologique cofinancé par l'Union européenne et consacré à la restauration et la valorisation du fleuve.



Avec un budget de 6,25 millions d'euros, dont **60% financé par la Commission européenne**, le projet LIFE Loire en Forez a pour but de restructurer le lit du fleuve avec un plan allant jusqu'en 2030 et d'apporter des données pour des projets futurs. Les avancées et les données sont collectées pour un suivi scientifique mené par l'Université Jean-Monnet, afin de mieux connaître l'évolution de ce milieu naturel. Des capteurs seront installés sur les sédiments pour suivre leurs parcours et vérifier la bonne mise en œuvre du projet.

### CONCOURS PHOTO : votre regard sur le fleuve Loire



En attirant l'attention sur la Loire, le Département, coordonnateur du programme LIFE Loire en Forez, lance un concours photo pour mettre à l'honneur le fleuve Loire et stimuler des initiatives locales en faveur de la préservation et de la valorisation de notre environnement.

#### A gagner :

- 1 séjour dans un gîte
- 1 bon d'achat chez un photographe
- 1 panier garni de produits locaux



#### Pour participer :

- Prenez votre photo entre le 5 janvier et le 15 mars 2026
- Sur le tronçon entre le barrage de Grangent et Balbigny
- Déposez votre photo ici : [loire.fr/concoursphoto](https://loire.fr/concoursphoto)

**Attrapez vite votre appareil photo  
et partagez votre plus beau regard sur la Loire !**

Sources : L'essor/Université J.Monnet/La Tribune Le Progrès

Le saviez-vous ?

La première constitution européenne serait Ukrainienne !  
La constitution de Bendery a été rédigée en 1710 par l'hetman des Cosaques d'Ukraine, Pylyp Orlyk. Ce texte illustre l'ancienneté de la revendication nationale Ukrainienne face au pouvoir moscovite. Il établit le principe d'une limitation des pouvoirs de l'hetman tant pour la gouvernance que sur le plan judiciaire et institue une assemblée cosaque de type parlementaire. Il est considéré par certains comme la 1ère constitution européenne voire mondiale. [Source : Harvard Ukrainian Studies](#)

## Idées lecture :

Alors que ce numéro fait une place importante à la situation en Ukraine, à travers divers témoignages, nous avons choisi de vous communiquer un récapitulatif d'articles parus, depuis plusieurs années, dans la revue Esprit.



[Cliquer sur le logo](#)

- Ukraine-Russie, 30 ans de divorce, Marie Mendras, 16 août 2019
- Dire le vrai. Entretien avec Constantin Sigov, 15 mars 2022
- Ukraine, Russie, une guerre de civilisation ? Par Michel Eltchaninoff, Hamit Bozarslan, Constantin Sigov, 11 avril 2022
- L'Ukraine, sa résistance par la démocratie, Annie Daubenton, 20 août 2022
- La beauté est de leur côté, Véronique Nahoum-Grappe, 24 février 2023
- Qu'est ce que le poutinisme ?, Hamit Bozarslan, 9 mars 2023
- Deux sociétés dans la guerre, Anna Colin Lebedev, 13 mars 2023
- La justice au coeur de la guerre en Ukraine, Michel Foucher, Antoine Garapon, 21 mars 2023
- Trois villages d'Ukraine après la tourmente de l'occupation, Annie Daubenton, 8 février 2025
- La culture ukrainienne monte au front, Anne et Laurent Champs-Massart, 24 juillet 2025
- Tenir la Russie en échec, Marie Mendras, 25 février 2026

Colette  
MODION





# EuropaLoire



**Le Mouvement Européen France** est une association créée en 1949.

*Transpartisane, elle a pour objectifs de mieux faire connaître l'Europe et de faire vivre un débat public pluraliste.*

*Elle comporte une branche ouverte aux jeunes de 16 à 35 ans (Jeunes Européens France), désireux de défendre le projet européen.*

**Pour nous contacter : [loire@mouvement-europeen.eu](mailto:loire@mouvement-europeen.eu)**

**Directrice de la publication :** Marthe-Claire Portran

**Comité éditorial :** Colette Modion, Pierre Mandon,  
Daniel Imbert-Magand, Michel Lefrançois.

**Pour adhérer au Mouvement Européen, ou faire un don : <https://mouvement-europeen.eu/>**



**Mouvement  
Européen**  
Loire